

GAZETTE NATIONALE ou LE MONITEUR UNIVERSEL.

A dater du 7 nivose an 8, les Actes du Gouvernement et des Autorités constituées, contenus dans le MONITEUR, sont officiels.

N° 32.

LUNDI, 1^{er} Février 1808.

EXTÉRIEUR.

RUSSIE.

Petersbourg, le 5 janvier.

Un courrier vient de nous apporter la nouvelle de l'heureuse arrivée à Lisbonne de l'escadre commandée par l'amiral Siniavin.

— Le nouveau ministre de l'intérieur, prince Alexandre Kurakin, a aussi obtenu la direction générale des postes.

— L'hiver est ici peu rigoureux; il dégele à présent.

— Comme les provinces de la Baltique manquent actuellement de sel, S. M. vient de prohiber l'exportation de cette denrée, et pour en favoriser l'importation, elle a affranchi de tous droits le sel qui sera dorénavant importé dans l'Empire.

— Dans le cours de l'été dernier, c'est-à-dire du 29 avril au 8 novembre, 8868 bâtimens de diverses grandeurs ont été employés à importer, par le canal de Ladoga, les marchandises de l'intérieur de l'Empire à Petersbourg. La valeur des importations faites par cette voie a été de 56,992,000 roubles. Entr'autres marchandises, il a été importé 2,144,706 puds de chanvre (le pud est de 40 liv. pesant); 1,242,062 puds de suif; 1,322,796 de fer; 4,630,000 de cerises; 20,227,000 d'œufs, etc. etc.

(Journal de l'Empire.)

ALLEMAGNE

Francfort, le 24 janvier.

Notre gouvernement s'occupe, sans relâche, de l'amélioration de toutes les branches de l'administration publique; aucune n'échappe à l'œil pénétrant et à la sagesse bienfaisante de notre souverain. On va encore publier, au premier jour, une nouvelle ordonnance sur les domestiques des deux sexes. Cette ordonnance était réclamée depuis long-tems par tous les citoyens, victimes de l'espece d'indépendance que cette classe d'hommes avait acquise peu-à-peu dans notre ville.

(Publiciste.)

Du 26 janvier.

Les gazettes de Wurzburg, d'Ulm, d'Inspruck et de la partie d'Allemagne par où passe la division italienne, ne peuvent assez louer la discipline, la tenue et l'ordre qui la distinguent. La division marche en huit colonnes; le général Pino les précède toujours de quelques stations; et où elles s'arrêtent, il passe en revue tous les régimens.

— Les nombreuses faillites qui ont éclaté depuis plusieurs années en Hongrie, ont fixé l'attention de la dernière diète de ce royaume; et pour en arrêter le scandale, elle a décrété des peines sévères contre les banqueroutiers frauduleux; ils sont assimilés dans le décret rendu à ce sujet, et qui a reçu la sanction de l'Empereur, aux voleurs; et comme tels, ils seront traduits devant les tribunaux criminels et punis selon toute la rigueur des lois. (Courier de l'Europe.)

ROYAUME DE WESTPHALIE.

Gottingue, le 23 janvier.

La célèbre Université de cette ville a reçu de Cassel l'assurance formelle que les fonds destinés à l'entretien et à l'accroissement de la bibliothèque, l'une des premières de l'Europe, seraient non-seulement conservés, mais même augmentés selon les circonstances.

Les jeunes savans nommés professeurs dans les nouvelles universités de Russie, sur la recommandation des professeurs de Gottingue, se louent beaucoup du zèle généreux avec lequel plusieurs grands seigneurs russes contribuent aux progrès des sciences. Après les mathématiques, c'est la botanique qui a le plus de vogue. M. le comte Alexis Rasumowski, curateur de l'univer-

sité de Moscou, et qui possède à Gorenki un des plus riches jardins botaniques de l'Europe, en fait dessiner et décrire les plantes les plus rares, par les soins de M. le professeur Fischer.

Parmi les ouvrages scientifiques, récemment publiés, on distingue une *Anatomie des Plantes*, par M. Rudolphi. L'auteur a fait des recherches profondes sur le tissu cellulaire des plantes, sur leurs trachées et sur plusieurs autres parties organiques; il refuse aux champignons une place parmi les végétaux, et cherche à prouver, par des argumens physiologiques et chimiques, que ces êtres singuliers se rapprochent plus du regne animal; mais cette opinion, qui n'est pas entièrement nouvelle, a déjà été réfutée par des critiques éclairés. (Journal de l'Empire.)

ROYAUME D'ITALIE.

Milan, le 22 janvier.

Un décret de S. A. I. le prince vice-roi, daté du 16 de mois, porte que la permission accordée par les décrets des 6 avril et 31 juillet 1807, pour l'extraction du charbon de terre de l'Istrie, est prorogée jusqu'à la fin de décembre 1808. Le droit d'exportation est confirmé à 2 pour cent de la valeur. (Journal du Commerce.)

INTÉRIEUR.

Flessingue, le 19 janvier.

Parmi les édifices publics de cette ville, la cathédrale, les églises du centre et l'église luthérienne ont particulièrement souffert par la tempête et l'inondation du 14. Dans les églises, les tombeaux se sont écroulés; dans les cimetières, les cadavres ont été exhumés par les eaux. Des milliers de bras suffiront à peine pour réparer, dans l'espace d'une année, tous les dommages essayés par notre ville, tant par l'écroulement des quais, l'affaissement des rues, la rupture du quai nommé Wynborsche, que par le renversement d'un certain nombre de maisons et les dégradations que beaucoup d'autres ont souffertes.

Les mesures les plus efficaces ont déjà été prises pour prévenir la submersion totale de notre ville, dans le cas d'une nouvelle inondation; et d'après les ordres de S. Exc. le général Monet, l'on a percé le principal rempart de la ville, pour faire écouler les eaux et sauver les maisons situées dans la partie orientale du bassin.

On a déjà parlé de la conduite héroïque d'un militaire français qui a sauvé une femme prête à périr dans l'intérieur d'une maison. Voici les circonstances de ce fait. Une fille, âgée d'environ quinze ans, nommée Marie Anthennissen, demeurant sur le Oostzyde, était couchée dans une cuisine souterraine où l'eau n'avait jamais pénétré, même dans les plus grandes inondations; mais dans la nuit du 14, cette cuisine fut inondée: la jeune fille cria au secours pendant plus d'une heure; plusieurs personnes, qui habitaient cette maison, accoururent pour la sauver, mais en vain. La cuisine était déjà remplie d'eau, et personne n'osait se hasarder à y descendre: les cris de l'infortunée avaient cessé pendant quelques instans; on croyait qu'elle avait succombé, lorsqu'on l'entendit crier de nouveau. Le hasard voulut qu'un militaire français, nommé Antoine Lefin, soldat de la cinquième compagnie des chasseurs, arrivât. Cet homme intrépide se débarrasse de son habit, s'attache une corde sous les aisselles, et descend dans la cuisine; il appelle la jeune personne, qui répond; il s'élance près du lit, la trouve presque collée au plancher, sur son lit qui avait été soulevé par les eaux. Il la saisit, la charge sur sa tête et la remonte dans la maison.

Toute la ville se dispose à assister à la cérémonie la plus lugubre et la plus touchante. On va rendre aujourd'hui les derniers devoirs aux malheureuses victimes du désastre qui nous plonge dans le deuil et la consternation. D'après les dispositions prises par un grand nombre d'autres personnes charitables, on se réunira ce matin pour se rendre en corps à l'hôpital de la ville, où la plupart des cadavres ont été transportés; de là tout le cortège accompagnera les restes de nos malheureux compatriotes jusqu'au lieu de leur sépulture.

(Publiciste.)

Paris, le 31 janvier.

DECRETS IMPERIAUX.

S. M. a rendu, le 11 janvier 1808, en son palais des Tuileries, son Conseil-d'Etat entendu, un décret concernant les honneurs militaires et civils à rendre au colonel-général des Suisses. Ce décret contient les dispositions suivantes:

1^o. Le colonel-général des Suisses remplira les fonctions qui lui sont attribuées par la capitulation du 4 vendémiaire an 12.

2^o. Lorsque le colonel-général des Suisses aura été annoncé par le ministre de la guerre, il recevra, dans les places et dans les armées où se trouveront les corps qu'il devra inspecter, les honneurs militaires et civils qui doivent être rendus aux grands-officiers de l'Empire, colonels ou inspecteurs-généraux, conformément aux art. 3 et 6 du titre VIII du décret du 24 messidor an 12. Une compagnie tirée des régimens suisses devra l'attendre en bataille à la porte de la ville.

3^o. Lorsque le colonel-général des Suisses sera maréchal de l'Empire, les honneurs militaires et civils de son grade devront lui être rendus, conformément aux art. 2 et 7 du titre VIII du même décret, concernant les maréchaux de l'Empire voyageant hors de leur commandement, et deux compagnies tirées des régimens suisses devront être rangées en bataille à la porte de la ville, lors de son arrivée.

S. M., en son palais des Tuileries, a rendu le 11 janvier 1808, son Conseil-d'Etat entendu, un décret relatif à l'exécution des réglemens touchant les constructions autour de la ville de Paris. Ce décret contient les dispositions suivantes:

1^o. Les déclarations et réglemens touchant les constructions autour de Paris et hors l'enceinte de sa clôture, seront exécutés. En conséquence, nul ne pourra y faire aucune construction, sans en avoir demandé et obtenu la permission, et sans avoir reçu un alignement, comme il est réglé pour les cas de grande voirie.

2^o. Les permissions ne pourront, conformément à l'ordonnance du bureau des finances du 16 Janvier 1789, autoriser à bâtir à moins de cinquante toises (98 metres environ) de distance des murs de clôture de la ville.

3^o. Il y a lieu à autoriser la ville de Paris à acquérir, comme pour cause d'utilité publique et à la charge d'une juste et préalable indemnité, les maisons construites à moins de cinquante toises de distance de la clôture. Les propriétaires desdites maisons ne pourront en augmenter la hauteur ou l'étendue, sans en avoir demandé et obtenu l'autorisation, comme il est dit ci-dessus.

4^o. Toutes constructions faites dans l'étendue indiquée ci-dessus, malgré les défenses qui auront été faites par les agens de la voirie, seront démolies sans délai.

Un décret de S. M. rendu en son palais des Tuileries, le 11 janvier 1808, sur le rapport de son ministre de l'intérieur, relatif à la délivrance et à la proclamation des brevets d'invention, etc. renferme les dispositions suivantes:

Art. 1^{er}. Les particuliers, ci-après dénommés, sont définitivement brevetés.

1^o. Le sieur Jean Rooy, domicilié à Villeneuve, département de Lot-et-Garonne, auquel il a été délivré, le 9 octobre 1807, un certificat de sa demande d'un brevet de cinq années pour l'invention d'une machine à raper le tabac en carottes.

2^o. Les sieurs Monnet et Fayt, faisant élection de domicile chez le sieur Gombert, négociant, rue de Sève, n° 11, à Paris, auxquels il a été délivré, le 6 novembre 1807, un certificat de leur demande d'un brevet d'invention de dix années, pour un appareil destiné à chauffer économiquement les liquides.

3^o. Les sieurs Monteloux-Lavilleneuve et Haudry de Janvry, propriétaires de la manufacture de vernis sur métaux, de la rue Martel, n° 10, à Paris, auxquels il a été délivré, le 6 novembre 1807, un certificat de leur demande d'un brevet de cinq années, pour la perfectionnement d'une sorte de canon qu'ils désignent sous le nom de laque française.

4°. Le sieur Jean Dubois, domicilié à Lyon, département du Rhône, auquel il a été délivré, le 20 novembre 1807, un certificat de sa demande d'un brevet de quinze années, pour l'invention d'un robinet à piston et pour l'emploi de la fonte de fer dans sa confection.

5°. Les sieurs Debard, Théolyre et Duillieu, domiciliés à Lyon, département du Rhône, auxquels il a été délivré, le 20 novembre 1807, un certificat de leur demande d'un brevet d'invention de cinq années, pour l'exécution d'un velours chiné, réduit par un nouveau moyen mécanique de chine et de fabrication.

6°. Le sieur Lelouis, domicilié à Saintes, département de la Charente-Inférieure, auquel il a été délivré, le 20 novembre 1807, un certificat de sa demande d'un brevet de cinq années, pour l'invention d'un appareil distillatoire.

7°. Le sieur Brochant, demeurant à Paris, rue Helvétius, n° 20, auquel il a été délivré, le 4 décembre 1807, un certificat de sa demande d'un brevet de cinq années, pour l'invention d'une lampe qu'il nomme lampe éolypyle.

8°. Le sieur Despian, demeurant à Paris, rue des Filles-Saint-Thomas, n° 10, auquel il a été délivré, le 26 décembre 1807, un certificat de sa demande d'un brevet de dix années, pour le perfectionnement de ses métiers à ourdir et à tisser, dont le brevet d'invention lui a été accordé le 14 nivose an 13.

II. Le sieur Heydeveiller, de Creveld, inscrit dans le décret impérial du 17 octobre 1807, au nombre des brevetés pour des procédés propres à perfectionner la fabrication des velours de coton, est déclaré définitivement breveté, pour des procédés propres à perfectionner la fabrication des rubans de velours en soie, par l'usage des tisses de lisieres des deux côtés.

III. Il sera adressé à chacun des brevetés ci-dessus une expédition de l'article qu'il concerne.

Par décrets du 11 janvier 1808, S. M. a autorisé l'acceptation des legs et donations dont la nomenclature suit :

Le legs universel fait à l'hospice de Bagnols (Gard) par la dame Jacqueline-Etienne Gillet, sœur hospitalière de cet hospice, consistant principalement en billets souscrits par des particuliers et s'élevant ensemble à 750 fr., sera accepté par la commission administrative dudit établissement.

La donation offerte aux pauvres de l'hôpital général de Dijon (Côte-d'Or), par Pierre Chauvenet et Jeanne Laroche, sa femme, 1° de deux maisons estimées, l'une 1000 fr. et l'autre 2000 fr.; 2° de trois rentes s'élevant ensemble à 239 fr., sera acceptée par la commission administrative des hospices de ladite ville.

Les dispositions faites par le sieur Eloi Paris portant, 1° qu'il légue à l'hospice civil de Rochefort (Charente-Inférieure), la moitié de toutes les sommes et capitaux qui lui appartiendront à son décès, et qui s'élèvent à 7402 fr. 23 c., 2° qu'il veut que l'autre moitié desdites sommes et capitaux soit remise entre les mains de la supérieure de l'hôpital de la marine de Rochefort, pour être par elle distribuée aux pauvres de l'hôpital, ou à tous autres qu'elle jugera convenable, seront acceptées par la commission administrative de l'hospice et par le bureau de bienfaisance de cette ville, qui remettra le montant du legs fait aux pauvres entre les mains de la supérieure de l'hôpital de la marine, pour par elle être faite la distribution conformément aux volontés du testateur.

L'administration de l'hospice de Luzy (Nièvre) est autorisée à accepter le legs de 400 fr. fait à cet hospice par la dame Marie Ballard, et celui de 500 fr. fait par la dame Barbe Nault. Le maire de la même commune est autorisé à accepter le legs de 1680 liv. tourn. fait à la fabrique par ladite dame Marie Ballard.

La commission administrative des hospices de Nîmes (Gard) est autorisée à accepter 1° le legs de 600 fr. fait aux deux hospices et à l'œuvre de la Miséricorde, par la dame Langlade, veuve Martin-Laval; 2° le legs de 2400 fr. fait par le sieur Jacques Granier à l'hôpital des Malades.

Le legs de 4000 liv. de Gênes, fait par la dame Cambiaso, veuve Negrotti, aux hospices de Gênes, département de Gênes, sera accepté par l'administration des hospices de cette ville.

Les legs faits par la dame Marie-Béatrix-Joseph Driancourt, savoir : de 2000 fr. à l'hôpital-général de Douai (Nord); et de trente rasières de blé (25 hectolitres 26 litres), qui devront être distribuées en pain aux pauvres de la même ville, seront acceptés par l'administration des secours et des hospices de ladite ville.

Le legs fait aux pauvres de Coquainvillers (Calvados), par la dame de Priy, femme du sieur le Jeune de Créquy, d'une somme de 4000 l. tourn. et du surplus de son mobilier, s'il y en a, acquittement fait de tous les legs qu'elle a faits, sera accepté par le bureau de bienfaisance de cette commune.

La donation d'une rente de 123 fr., inscrite sur le grand-livre de la dette publique, offerte par la demoiselle Catherine-Françoise Beaudouin de Gonzeville, pour être employée, savoir : 56 fr. 12 cent. à l'instruction de la jeunesse indigente de Doudeauville (Eure), et 66 fr. 88 cent. au soulagement des pauvres vieillards malades et infirmes de ladite commune, sera acceptée par le bureau de bienfaisance du canton.

Le bureau de bienfaisance de Chêne-les-Bougeries (Léman), est autorisé à accepter le legs de 1000 liv., argent courant de Genève (1631 fr. 98 cent.), fait à ce bureau par la dame Boissier, veuve Tronchin.

Le legs de 1000 fr. fait au bureau de bienfaisance de la division de la Butte-des-Moulins de la ville de Paris (Seine), par la dame Putaud-Deschavins, et celui de 600 fr. fait au bureau de bienfaisance de la division de l'Unité, par le sieur Joseph Fulcrand Fabre, seront acceptés, au nom desdits bureaux, par l'administrateur chargé des domaines des pauvres et des hospices de Paris.

La commission administrative de Stenay (Meuse) est autorisée à accepter la donation faite à cet hospice par la dame Robinet, veuve Noguès, d'un contrat de constitution de rente, au principal de 1000 livres tournois, produisant une rente annuelle de 50 livres.

Le bureau de bienfaisance de Marans (Charente-Inférieure) est autorisé à accepter le legs fait aux pauvres par la dame Rambaud, veuve Blanchet, d'une maison sise à Marans, évaluée 6000 fr. en principal, et dont elle a laissé l'usufruit à la demoiselle Louise Rambaud, sa vie durant.

Le legs d'un capital de 2000 fr., constitué au denier vingt, fait aux pauvres de Fréjus (Var), par le sieur Jean-Joseph Meifredy, prêtre, sera accepté par la commission administrative de l'hospice de cette commune, faisant fonctions de bureau de bienfaisance, et les intérêts en provenant seront distribués par l'exécuteur testamentaire du testateur ou par la personne qu'il voudra se substituer, aux habitants inscrits au rôle des pauvres.

Les deux legs faits aux pauvres de Montpézat (Ardèche), l'un universel, par Jean Eyraud, l'autre de 600 fr., par François Laclède, seront acceptés par le bureau central de bienfaisance de ladite commune.

Le legs fait par le sieur Jean-Bernard Gillio, curé de Drusacco (Doire), à la congrégation de Charité, maintenant bureau de bienfaisance de cette commune, de divers biens-fonds, contenant seize journées, mesure de Piémont, estimés ensemble au capital de 8000 fr., et affermés 640 fr. par an, à la charge d'entretenir aux écoles un individu de la famille du testateur jusqu'à ce qu'il soit promu au sacerdoce, sera accepté par le bureau de bienfaisance dudit Drusacco.

Le legs de 2000 livres tournois fait aux pauvres de la paroisse de la Madeleine de Paris (Seine), par la demoiselle Marie-Anne Collé, sera accepté par l'administrateur chargé du domaine des pauvres et des hospices, sauf la réduction voulue par les lois.

L'offre faite par le sieur Georges Desdieu, de céder aux hospices de Mayence (Mont-Tonnerre) un capital exigible de 9481 fr. 47 cent., sous les conditions, 1° que ce capital sera employé au profit de la maison des Orphelins de cette ville, et notamment à l'acquisition d'un autre local pour cet hospice; 2° que l'intérêt sera payé au donateur, sa vie durant, à raison de sept pour cent par an, et de trois en trois mois, sera acceptée auxdites conditions par la commission administrative des hospices de Mayence.

Le legs fait à titre universel et par portion égale, aux hospices dits l'Hôpital et la Charité de la ville de Pernes (Vaucluse), par la dame Marquiot, épouse du sieur Morizot, consistant en une moitié de maison et deux pièces de terres, le tout évalué 1322 fr. 60 c., sera accepté par la commission administrative des hospices de cette ville.

Les legs de 600 fr. chaque, faits par la dame Julie Gourgas, veuve de Pierre Couve, l'un aux pauvres de l'Hôpital-général, l'autre à l'œuvre de la Miséricorde de Montpellier (Hérault), seront acceptés, le premier par la commission

administrative des hospices, l'autre par le bureau de bienfaisance.

La donation de 1000 liv. tourn., faite aux hospices civils de Strasbourg (Bas-Rhin), par le maréchal Kellermann, aux conditions 1° qu'il sera fondé un anniversaire en mémoire de sa sœur, morte le 9 septembre 1802, moyennant 100 fr. une fois payés, au profit de la chapelle de l'hôpital; 2° que les intérêts des 900 fr. restant, seront payés à 5 pour cent, et d'avance chaque année, à la dame veuve Grassemann, âgée de 60 ans, mère de famille et très-infirmes, sera acceptée par la commission administrative desdits hospices.

La donation faite par le sieur Dubourg, ci-devant curé et administrateur de l'Hôtel-Dieu du Puy (Haute-Loire), 1° d'une maison évaluée au produit annuel de 200 fr.; 2° d'une créance de 1600 liv. dont le même hospice est débiteur envers ledit sieur Dubourg, à la charge de payer à ce dernier une rente viagère de 400 fr. sans retenue, et dont les arrérages à son décès ne pourront être répétés par ses héritiers, sera acceptée par la commission administrative des hospices de ladite ville.

La commission administrative des hospices de Saint-Etienne (Loire) est autorisée à accepter la donation faite à l'hospice des vieillards et orphelins de cette ville, par le sieur Etienne Coutier, pensionnaire dudit hospice, d'un domaine appelé Malmont, estimé 6000 fr. et d'un revenu de 300 fr. à la charge 1° de continuer d'être soigné dans ledit hospice, où il lui sera donné un appartement particulier; 2° qu'il lui sera payé une rente viagère de 98 fr. 77 cent.; 3° que la commission administrative acquittera, à sa décharge, 2460 liv., montant de ses dettes passives; 4° que la dite commission lui paiera 138 fr. 55 cent., dont il veut lui-même disposer, et acquittera, dans l'année de son décès, 395 fr. 6 cent., qu'il destine à des personnes par lui désignées, soit à titre d'œuvres pies, soit à titre de gratification.

L'abandon fait par le sieur Jean Gaspard Eutrope Raspaud, prêtre au bureau de bienfaisance d'Aix (Bouches-du-Rhône), d'une rente perpétuelle de 42 fr. 35 cent. au capital de 1066 fr. 25 cent. dont il est créancier sur cet établissement, sous la condition que le bureau paiera une rente viagère de 30 fr. à la demoiselle Consorce Rouit, sera acceptée par le bureau de bienfaisance de ladite ville.

La donation faite à l'hospice d'humanité de la Ciotat (Bouches-du-Rhône), par le sieur Jauvin, consistant 1° en deux maisons et trois portions de maisons, valant en principal 4625 fr. net; 2° en une rente viagère de 160 fr. sur le mont-de-piété de la Ciotat, à la charge d'être admis et soigné, sa vie durant, dans ledit hospice, sera acceptée auxdites conditions par la commission administrative des hospices de ladite ville.

La donation d'une rente foncière de 40 fr., faite aux pauvres de Lucenay-l'Evêque (Saône-et-Loire) par la dame le Blanc, veuve Germain, sera acceptée par le bureau de bienfaisance de ladite commune.

La donation d'une rente perpétuelle de 50 fr. au capital de 1000 fr., faite à l'hospice des incurables de Mâcon (Saône-et-Loire) par la dame Marie-Adrienne Despinay, pour l'admission dans cet hospice, à titre d'élève de la demoiselle Anne Durand, sa nièce, qui aura l'usufruit de ladite rente pendant sa vie, sera acceptée par la commission administrative des hospices de Mâcon.

Le legs de deux contrats formant ensemble un capital de 2650 fr. et produisant 122 fr. 50 c. de rente perpétuelle, fait aux hospices de Châlons (Marne) par le sieur Louis Masson, à la charge par les administrateurs de faire successivement apprendre un métier à un des enfants et descendants du sieur Beaumont-Duval ou de ses co-héritiers jusqu'à la 4^e génération, sera acceptée par la commission administrative des hospices de Châlons.

Le legs de 3000 fr. fait à l'hospice de la Providence de Châlons (Saône-et-Loire) par la dame Catherine Ehrard, veuve du sieur Jean-Baptiste Derbesse, et celui de 2000 fr. fait par la même à l'aumône de la Miséricorde de la même ville, seront acceptés par la commission administrative des hospices de ladite commune.

Le legs faits à l'hôpital de la Miséricorde d'Aix, département des Bouches-du-Rhône, par la dame Franc, veuve Reynaud, 1° d'une somme de 2000 fr., payable trois ans après le décès de la testatrice; 2° d'une obligation de 580 livres tournois sur le sieur Guillaume Baume, sera acceptée par le bureau de bienfaisance de la ville d'Aix.

Le legs fait aux pauvres de la paroisse de Sainte-Catherine de la ville de Lille, département du Nord, par le sieur Vaast-François-Joseph Lefebvre, dans le cas où il ne se trouverait pas, dans l'espace de deux ans et demi après son décès, de ceux de ses parens qu'il a désignés dans la ligne maternelle, comme devant hériter de lui en partie; lequel legs se compose de la moitié du produit, acquittement fait des charges de la succession, de la vente de tous les biens du testateur, et est évaluée à environ 20.000 fr., sera acceptée par l'administration des secours publics de la ville de Lille.

Le legs de 350 fr. de rente perpétuelle sur l'état, fait aux pauvres de la paroisse de Saint-Thomas d'Aquin de la ville de Paris, département de la Seine, par le sieur Alexandre-Jacques Legendre, sera acceptée par l'administrateur chargé du domaine des pauvres et des hospices de ladite ville.

Le legs de 1200 fr. fait par la dame Graury, demeurant à Paris, pour être employé au paiement des mois de nourrice dus par des pères de famille indigens, sera acceptée, au nom et pour l'intérêt de l'établissement du Bureau des nourrices de la ville de Paris, par l'administrateur chargé de la régie des domaines des pauvres et des hospices de ladite ville.

Le legs fait à l'hospice d'Arnay-sur-Aroux, département de la Côte-d'Or, par le sieur Eustache-Pierre Balanche, prêtre, de la moitié du produit de toutes ses dettes actives, prélèvement fait des charges de sa succession; lequel legs, toutes charges déduites, s'élève à la somme de 708 fr. 85 c., sera acceptée par la commission administrative dudit hospice d'Arnay.

Le legs fait aux pauvres de la paroisse Saint-Barthelemy de Montechiaro, département de Marengo, par le sieur Jean-Thomas Viale, curé de cette paroisse, montant à la somme de 5330 fr., y compris les charges évaluées à 3195 fr., pour les objets qui composent ledit legs, être vendus, et le prix en provenant être distribué auxdits pauvres, sera acceptée par le bureau de bienfaisance de Montechiaro.

Le legs de 1000 liv., seulement, fait aux pauvres de la paroisse de Coudat et Fumel, département de Lot-et-Garonne, par la demoiselle Marguerite Fournol, dont son héritière paiera, jusqu'à la délivrance de ladite somme, l'intérêt au denier vingt, sans retenue, suivant son testament.

La testatrice ayant disposé, de son vivant, de deux capitaux légués par le même acte auxdits pauvres, l'un de 840 liv. dû par le sieur Guyon Lacrosse; l'autre, de 54 liv., dû par le sieur Jouvenel, sera acceptée par le bureau de bienfaisance desdits lieux.

Le legs de 1200 fr. fait aux pauvres de Chaillot, département de la Seine, par le sieur Abel Poixmou, déposé chez Lefebvre de Saint-Maur, notaire à Paris, sera acceptée au nom desdits pauvres par l'administration chargée du domaine des pauvres et des hospices de la ville de Paris.

Le legs fait aux pauvres de la paroisse de Savins, département de Seine-et-Marne, par la dame Durand d'Aussy de Vilère, épouse du sieur Valentin de Culand, d'une somme de 6000 liv. tournois payable par son héritier, soit en argent, biens-fonds ou contrat de rente, un an après le décès du père de la testatrice, sera acceptée au nom et profit des pauvres de la paroisse de Savins, par le bureau de bienfaisance dudit lieu.

Le legs de 600 fr. en capital, fait aux communs pauvres de la ville d'Anvers, département des Deux-Nèthes, par le sieur Nicolas-Joseph Laurent, sera acceptée par le bureau de bienfaisance de cette ville.

Le legs fait aux pauvres de la commune de Villard, département du Mont-Blanc, par le sieur Jean-Baptiste Viard, d'un capital de 2370 fr., portant rente constituée au denier 25, franche et quitte de toute retenue, sera acceptée par le bureau de bienfaisance, à la charge d'en employer le produit au profit exclusif des pauvres de ladite commune de Villard.

Le bureau de bienfaisance de la commune de Saint-Ouen de Thuit-Heudebert, département de l'Eure, est autorisé à accepter le legs de 1000 fr. fait aux pauvres de ladite commune, par le sieur Gilles-Boniface Laurent, desservant de cette commune.

La donation d'une rente annuelle et perpétuelle de 40 liv. tourn., au capital de 1000 liv., faite au profit du Mont-de-Piété de la ville d'Avignon, département de Vaucluse, par le sieur Joseph Veran-Broutel, sera acceptée par les administrateurs du Mont-de-Piété d'Avignon, aux clauses

et conditions mentionnées dans l'acte de donation.

La donation d'un capital de 400 fr., faite à l'hospice de la commune de Saorgio, département des Alpes-Maritimes, par le sieur Jean-Baptiste Revollo, sous la condition que l'administration de l'hospice fera célébrer pour 60 fr. de messes à l'intention du donateur, après son décès, y compris ses frais de funérailles, sera acceptée par la commission administrative de l'hospice de Saorgio, à la charge imposée par le donateur.

La donation faite à l'hospice d'Arpajon, département de Seine-et-Oise, par la demoiselle Jeanne Roussel, laquelle donation consiste :

- 1° En une somme de 1504 liv. tourn.;
- 2° En 100 liv. de rentes viagères, en deux parties;
- 3° Dans la nue propriété de son mobilier, évalué 712 fr. 50 cent.
- 4° Dans les arrérages qui pourront se trouver échus, au moment de son décès, d'une rente viagère de 200 liv. dont elle se réserve la jouissance; sera acceptée par la commission administrative de l'hospice ci-dessus, à la charge de loger, nourrir et administrer des secours à la donatrice pendant sa vie, conformément aux conditions stipulées dans l'acte de donation.

Le legs de 1000 liv. fait aux pauvres malades de l'hospice d'Auch, département du Gers, par le sieur Joseph Marguerite Marignan Seissan, chanoine honoraire de la cathédrale d'Agén et payable par son héritier, dans l'année de son décès, entre les mains de la supérieure, pour être employé par elle, à son choix, et à la charge par ladite supérieure, de faire célébrer, tous les ans, à perpétuité, une messe-basse, sera acceptée par la commission administrative dudit hospice.

Les legs faits aux établissements de charité suivants, de la ville de Pignerol, département du Pô, 1° Par le sieur Dominique Badarello, d'une rente de 28 fr. à chacun des hôpitaux de Saint-Jacques, de la Charité et des Orphelins, à la charge par lesdits hospices de payer entre eux les frais de célébration d'une grand-messe annuelle et perpétuelle au jour de l'anniversaire du décès du testateur.

2° Par le sieur Joseph Dondona, ci-devant chanoine, d'un capital cens ou constitué à rente de 500 liv. de Piémont, faisant 550 fr. monnaie décimale, au profit de la congrégation de charité de ladite ville, à la charge d'une messe annuelle, qui sera célébrée à perpétuité le jour anniversaire du décès du testateur.

Seront acceptés par la commission administrative des hospices et établissements de bienfaisance de Pignerol.

La donation faite aux pauvres de la commune d'Inchy, département du Nord, par les sieurs Pierre-Antoine Beauvais, maire de ladite commune, et Joseph Basquin, d'un hectare 77 ares 35 centiares de terre labourable, situés dans la commune de Beaumont, sera acceptée par le bureau de bienfaisance d'Inchy.

Les deux rentes offertes en donation à l'hospice d'Herve, département de l'Ourthe, par Anne-Marie Barchon, produisant ensemble annuellement 29 fr. 57 c., au capital de 645 fr. 87 c., dues par un particulier, sous la condition d'être admise, sa vie durant, dans ledit hospice, seront acceptées par ladite commission administrative.

Le legs universel fait aux pauvres de Châteaudun, département d'Eure-et-Loir, par la demoiselle Marie-Anne de Bougard de Tourville, sera acceptée par le bureau de bienfaisance de ladite ville.

Le legs fait par le sieur Hontarrede, curé de Ganjac, département des Landes, aux pauvres de ladite commune, de la métairie dite du *Sar-rail*, à lui appartenante, sera acceptée par le bureau de bienfaisance dudit lieu.

Le legs de 8000 fr. fait à l'hospice de Sainte-Menehould, département de la Marne, par le sieur Remy-Nicolas Mouton Vivant, juge au tribunal de première instance de l'arrondissement de Châlons, sera acceptée par la commission administrative dudit hospice.

Les legs fait par la demoiselle Charlotte-Angélique Picot, 1° d'une somme de 6000 fr., pour l'établissement d'un hôpital général à Ernée, département de la Mayenne; 2° de celle de 1200 fr. à distribuer pendant huit années, à dater de son décès, savoir: 300 fr. aux pauvres d'Ernée; 400 fr. à ceux de Juvigné; 200 fr. à ceux de Montenay, et 300 fr. à ceux de l'Archamp, seront acceptés par l'administration de l'hospice et le bureau de

bienfaisance d'Ernée et ceux des susdits lieux, chacun en ce qui le concerne.

La donation faite à l'hospice de Pertuis, département de Vaucluse, par le sieur Bernard, curé de ladite ville, au nom d'une personne qui veut rester inconnue, d'une pièce de terre labourable, contenant 22 ares 63 centiares, sise sur le territoire de Pertuis, sera acceptée par la commission administrative dudit hospice.

Le legs universel fait à l'hospice civil de Compiègne, département de l'Oise, par le sieur Joseph Frey, lequel legs se compose de deux rentes perpétuelles, montant ensemble à 184 fr. 80 c., sera acceptée par la commission administrative des hospices de Compiègne.

Les legs de 1600 liv. tournois faits à chacun des hospices civil et de la Charité de Tournus, département de Saône-et-Loire, et le legs de 1000 liv. fait au bureau de bienfaisance de ladite ville, par la demoiselle Anne-Marie Machureau, seront acceptés par le bureau de bienfaisance et la commission administrative des hospices de Tournus, chacun en ce qui le concerne.

Le legs fait, à titre universel, à l'hospice dit la Sainte-Trinité de la commune de Trinita, département de la Stura, par le sieur Georges-Bernardin Cérutti, prêtre, s'élevant à la valeur capitale de 4260 fr. 37 c., déduction faite des charges, sera acceptée par la commission administrative dudit hospice.

Le legs universel fait à l'hospice de Craonne, département de la Haute-Loire, par la dame Claudine Mathieu, épouse du sieur Nicole, lequel legs se compose de divers effets de peu de valeur, et de deux immeubles évalués ensemble à la somme de 2000 fr. en principal, sera acceptée par la commission administrative dudit hospice.

Le legs fait par Catherine Alazare à l'hospice civil de Séguret, département de Vaucluse, d'un capital de 1000 fr. portant 50 fr. d'intérêt annuel et dû à la testatrice par le sieur David, habitant dudit Séguret, sera acceptée par la commission administrative dudit hospice.

Le legs de 750 liv. fait par la dame Rose Charrin, veuve Nolhac, aux pauvres de la paroisse de chacune des paroisses de Saint-Pierre-le-Vieux et de Saint-Paul de la ville de Lyon, département du Rhône, sera acceptée par les bureaux de bienfaisance des 5^e et 6^e arrondissements de cette ville.

Le legs de 2000 livres tournois fait aux pauvres de la commune de Crecy, département de la Somme, par le sieur Pierre-Augustin Lesueur, sera acceptée par le bureau de bienfaisance de ladite commune.

Le legs fait aux pauvres de la paroisse Saint-Louis, département de la Dordogne, par le sieur Sicaire Labruhe, prêtre, lequel legs consiste en une rente constituée au capital de 1250 livres tournois, et en une grange avec terrain y contigu, dont le testateur a déclaré vouloir que les curés de la paroisse pussent toujours avoir la jouissance en en payant le loyer à raison de 30 liv. tournois par an, sera acceptée par le bureau de bienfaisance de la commune de Saint-Louis.

Par décret du 15 janvier 1808, S. M. a nommé M. Olivier Caminade, fils, aux fonctions de sous-préfet de l'arrondissement de Cognac, département de la Charente, en remplacement de M. Caminade, père, qui a demandé à se retirer.

Un décret rendu par S. M. en son palais des Tuileries, le 27 janvier 1808, sur le rapport de son ministre de l'intérieur et son Conseil d'Etat entendu, relatif à la réunion de la ville de Flessingue à l'Empire français, renferme les dispositions suivantes :

1° La ville, le port de Flessingue, et le territoire qui l'environne, à la distance de 800 mètres de rayon, étant réunis à l'Empire français, le port de Flessingue ressortira du commissariat général de la marine à Anvers, pour le service de la marine et l'inscription maritime;

2° La ville et le territoire de Flessingue feront partie du département de l'Escaut et de l'arrondissement d'Ecloo;

3° La ville et le territoire de Flessingue formeront un arrondissement de justice de paix, dont le siège sera à Flessingue.

4° Il sera établi à Flessingue un tribunal de commerce, une chambre et une bourse de commerce.

ÉCOLE DE MÉDECINE.

L'Ecole de médecine de Paris vient de perdre M. Claude-Barthelemy-Jean le Clerc, docteur régent de la faculté de Paris, professeur de médecine légale à l'Ecole de médecine de Paris, médecin de la maison et infirmerie impériales, et de l'hospice de Saint-Antoine, secrétaire de la Société de l'Ecole de Paris, et membre de plusieurs autres Sociétés savantes.

Les obsèques ont eu lieu le mardi 26 janvier 1808, en présence de l'Ecole de médecine et d'un grand nombre de praticiens et d'élèves.

M. J. J. le Roux, collègue du défunt, a prononcé sur sa tombe un éloge dont nous recueillerons les traits principaux.

M. le Clerc, né en octobre 1762, était fils d'un docteur régent de la faculté de médecine de Paris, et reçut une éducation solide; il se disposait à suivre le barreau et sans doute il eût brillé dans cette carrière comme dans celle de la médecine; mais bientôt le goût et la réflexion le décidèrent à embrasser la profession que son père avait honorée. En 1784, il fut reçu bachelier à la faculté de médecine de Paris, et il fit son cours de licence de la manière la plus brillante.

M. Antoine Petit venait de fonder dans la faculté une chaire d'anatomie et une de chirurgie. Il avait désigné le fils de son intime ami pour occuper la première de ces chaires, et le titre de professeur d'anatomie fut décerné à l'unanimité au jeune le Clerc. M. Petit, en recommandant à la bienveillance de la faculté un confrère qui déjà s'était distingué, avait fait une note favorable pour M. Corvisart, qui fut nommé, à une très-grande majorité, professeur de chirurgie; comme si M. Petit eût prévu l'amitié qui devait régner entre ces deux médecins, dont l'un est aujourd'hui l'objet de nos regrets, dont l'autre a des traits si frappants de ressemblance avec cet illustre professeur.

Dans le tems désastreux de la révolution, M. le Clerc fut médecin à l'armée du Nord, ensuite médecin en chef de l'hôpital militaire de Saint-Cyr. Des fatigues excessives dans l'exercice de cette honorable place, au moment où la fièvre maligne des hôpitaux faisait des ravages parmi les soldats, ayant épuisé ses forces qui n'étaient point en proportion avec son courage, il fut atteint de cette affreuse maladie, et ce fut son ami, M. Corvisart, qui l'arrachant de l'infection au moment où la mort planait déjà sur sa tête, le ramena à Paris et ferma sous ses pas les portes du tombeau.

Lorsque, sur les ruines de l'ancienne Faculté de médecine et du Collège de chirurgie, on éleva l'Ecole de médecine, M. le Clerc fut nommé adjoint au professeur de clinique interne. Il semble que ce soit le sort de M. Corvisart d'introduire ses amis dans le sanctuaire intime de la médecine. Mais l'intérêt de l'instruction, peut-être un goût plus décidé, ramena M. le Clerc vers son étude favorite; il permuta sa chaire contre celle d'adjoint au professeur d'anatomie; enfin il devint professeur de médecine légale.

Persuadé que les connaissances les plus brillantes, les plus étendues ne doivent être qu'un moyen de parvenir à la pratique de la médecine, il accepta la place de médecin en chef de l'hospice de Saint-Antoine, ensuite celle de médecin de l'infirmerie impériale; bientôt après, il eut l'honneur d'être attaché au service de S. M. l'Impératrice; et quoiqu'il n'eût point le titre de son médecin, il en fit les fonctions auprès de sa personne, lorsque la santé de S. M. exigeait qu'un médecin de confiance l'accompagnât dans ses voyages. Il fut aussi chargé d'accompagner aux eaux LL. MM. le Roi et la Reine de Hollande.

Si nous considérons notre confrère comme professeur, nous le voyons briller dans ses leçons par la profondeur de ses pensées et la solidité des principes qu'il établissait, par la pureté du langage, par l'éloquence qu'il savait employer à propos, et sur-tout par une logique, une méthode remarquables. Tout annonçait en lui qu'il possédait les plus vastes connaissances, qu'il les avait classées dans un ordre admirable; il les rendait sans nuages, sans diffusion, avec cette clarté, cette précision qui dénotent toujours un homme, non-seulement très-instruit, mais bien instruit. Il fixait l'attention de ses élèves auxquels il savait inspirer de l'intérêt pour des objets dégoûtants; il répandait des grâces sur les sujets les plus arides; il mettait du goût, de la justesse dans tout ce qu'il disait. On était charmé de l'entendre;

on saisissait avec avidité tout ce qu'il enseignait; on s'applaudissait de le comprendre, et le plaisir accompagnait toujours l'instruction. Traitées par lui, l'anatomie, la physiologie n'étaient point des sciences isolées; mais il avait su les lier d'une manière intime à la pratique de la médecine; il mettait dans ses explications une bonne foi remarquable; il prévenait, dans ses élèves, les erreurs de l'imagination; il réprimait en eux l'esprit de système; il voulait que tout fût démontré, ou par l'expérience, ou au moins par un raisonnement très-rigoureux. Les élèves ne savaient ce qu'ils devaient le plus admirer en M. le Clerc, ou du savant, ou du professeur qui les initiât à la science.

Dans les examens, fonction très-délicate et souvent difficile à remplir, nul ne posait mieux les questions, n'était plus clair, plus précis; nul ne possédait mieux l'art de reconnaître, à travers la timidité d'un candidat, s'il avait de l'instruction; nul ne lui donnait plus occasion de briller, s'il pouvait faire valoir ses connaissances par sa facilité à les énoncer.

M. le Clerc avait recueilli à l'hospice de Saint-Antoine une nombreuse suite d'observations; il se proposait d'en enrichir la médecine. Avec une tête aussi bien organisée, avec un esprit aussi solide, une raison aussi éclairée, un tact aussi fin, aussi délicat, un jugement aussi sûr, avec autant d'instruction, aussitôt qu'il fut placé à la tête d'un hôpital, lorsqu'il eut occasion de donner des soins à un grand nombre de malades, il prit rang entre les praticiens du premier ordre; et sa réputation, qui s'accroissait chaque jour, n'était que le juste prix de ses talents.

Partagé entre les devoirs pénibles de la pratique et ceux de professeur, entre l'étude des sciences, si importantes en médecine, la culture des arts et la littérature, M. le Clerc, doué d'une gaité franche, d'un goût pour les plaisirs délicats, se délassait dans des sociétés aimables et choisies, dont il faisait les délices, je dirais presque l'ornement. Il jouissait, dans une honnête aisance due à ses travaux, du premier des biens, celui de la paix intérieure, auprès d'une épouse aimable et d'une fille dont les qualités naissantes répondaient à son excellente éducation. Son cœur, ouvert aux impressions tendres, éprouvant le besoin d'aimer et d'être aimé, s'épanchait au sein de l'amitié dont il connaissait tout le prix.

Tout lui souriait; la réputation, les honneurs, la fortune allaient se disputer à qui lui accorderait le plus de faveurs; l'avenir le plus heureux paraissait lui être promis... La mort l'a marqué de son doigt redoutable, elle le frappe... Le coup est horrible; l'homme du monde en est épouvanté, le médecin en reste dans la stupeur, dans l'effroi. La plus légère blessure, une simple écorchure au doigt devient en peu de jours la cause de notre douleur et de nos regrets. Fidèle à ses devoirs qui l'appelaient au service de l'humanité, notre confrère porte des consolations et des secours aux indigens confiés à ses soins; et s'approche avec intérêt du malheureux dévoué aux souffrances, et l'explore sans précaution. En exerçant les fonctions les plus respectables, il va tomber victime de son zèle, il s'inocule un venin subtil qui circule sourdement, avec une apparence de benignité et sans éveiller l'inquiétude; mais bientôt il pénètre jusqu'aux sources de la vie, et ses amis, ses collègues apprennent en même tems la maladie, sa cause, et la mort de M. le Clerc; perte immense pour tous ceux qui avaient des liaisons avec lui, perte incalculable pour la médecine, perte peut-être irréparable pour l'Ecole.

M. le Preux a également payé à son honorable collègue un juste tribut d'hommage et de regrets: on doit particulièrement remarquer dans cet éloge ce que dit le savant professeur, de cette supériorité de talent avec laquelle M. le Clerc a rempli, lors de son rétablissement, la place de secrétaire de l'Ecole de médecine: ce qu'il a écrit dans l'exercice de cette fonction, est cité comme un modèle en ce genre.

LIVRES DIVERS.

Manuel alphabétique des maires, de leurs adjoints et des commissaires de police, contenant le texte ou l'analyse des lois et réglemens relatifs aux fonctions dont ils sont chargés, avec les formules des différens actes, et des instructions particulières sur leurs attributions respectives; ouvrage également utile aux membres des conseils municipaux, des bureaux de bienfaisance, des commissions administratives des hospices, aux percepteurs des contributions, etc. Nouvelle édition,

entièrement refondue et considérablement augmentée: par M. D..... Deux vol. in-8° de 1200 pages. — Prix, 11 fr., et 14 fr. franc de port.

A Paris, chez Garnery, rue de Seine.

Les deux premières éditions de ce Manuel, publiées en 1801 et 1805, ont été promptement épuisées; on aurait donc pu faire paraître bien plus tôt, la troisième, si les changemens considérables que l'administration a successivement éprouvés depuis cette époque, n'avaient déterminé à attendre que les nouvelles bases des différentes fonctions fussent posées d'une manière plus solide, et fixées avec plus de précision. Dans l'état actuel des choses, les attributions des différentes autorités sont suffisamment réglées pour permettre de réunir en un faisceau les connaissances les plus propres à diriger les fonctionnaires, et ce moment a été jugé convenable pour la publication d'un ouvrage qui, entièrement refondu, et présentant les dispositions des dernières lois (jusqu'à la fin de septembre 1807) sur les divers objets de leur compétence, sera pour eux un répertoire où, sans recherches, ils trouveront sous la main les indications nécessaires à la sûreté de leur marche, à l'exactitude de leurs travaux.

Mémoires historiques, ou Lettres écrites sous le règne d'Auguste, précédées d'un précis historique sur les Romains, les Gaulois, depuis leur origine jusqu'à la bataille d'Actium. Un vol. in-8°.

Prix, 5 fr., et franc de port, 6 fr.

A Paris, chez M^{me} Desmarest, libraire, rue de l'Arbre-sec, n° 16.

SPECTACLES.

Académie Impériale de Musique. Aujourd'hui, relâche. — Iphigénie en Aulide, et Paul et Virginie.

Théâtre-Français. Les comédiens ordinaires de S. M. l'EMPEREUR donneront aujourd'hui, le Tyran domestique, et la Jeunesse de Henri V.

Théâtre de l'Impératrice, rue de Louvois. Par l'Opéra-Comique, i due Gemelli.

Théâtre de l'Opéra-Comique. Les comédiens ordinaires de S. M. l'EMPEREUR donneront aujourd'hui, Menzikoff et Fœdor, ou le Fou de Berezoff, drame en 3 actes.

Théâtre du Vaudeville, rue de Chartres. Aujourd'hui, la 1^{re} repr. de Raphaël, Arlequin à Alger, et Adele ou les Métamorphoses.

Théâtre des Variétés, Boulevard Montmartre. Aujourd'hui, Boileau à Auteuil, Cadet Roussel au Jardin Turc, une Heure de Folie, et la Prisonnière.

Théâtre de la Gaîté, boulevard du Temple. L'Héroïsme des Femmes, les Amours de Montmartre, et Tapin.

Ambigu-Comique, boulevard du Temple. Aujourd'hui, Saakem, ou le Corsaire; et Amanda.

Salle Montansier, Palais du Tribunal. Aujourd'hui, Exercices variés en tout genre.

Soirées d'autrefois, rue de Thionville, n° 24, par M. Thiémet, mardi 2 février, à sept heures et demie.

Panorama. Les vues d'Amsterdam, et de Boulogne, sont exposées dans les deux rotondes du boulevard Montmartre, depuis dix heures du matin jusqu'à six. — Prix d'entrée, 2 fr. chaque.

Panharmonicon, rue du Lycée, près le Palais-Royal, l'entrée par la Cour des Fontaines, n° 1^{er}, Concert tous les jours, à huit heures du soir.

Spectacle de M. Olivier, rue de Grenelle Saint-Honoré. Spectacle tous les jours à huit heures, sans exception. M. Olivier répètera les Tours les plus curieux, et les mêmes divertissemens qu'il a eu l'honneur d'exécuter à Fontainebleau devant LL. MM. II. et RR., et devant la cour.

Théâtre pittoresque et mécanique de M. Pierre, rue Neuve de la Fontaine-Michaudière, carrefour-Gaillon. Spectacle aujourd'hui. M. Pierre continue les pièces nouvelles annoncées par les affiches. Ce spectacle ingénieux continue toujours d'obtenir les suffrages du public.

L'abonnement se fait à Paris, rue de Poitevin, n° 6; le prix est de 25 fr. pour trois mois, 50 fr. pour 6 mois, et 100 fr. pour l'année entière. On ne s'abonne qu'au commencement de chaque mois.

Il faut adresser les lettres, l'argent et les effets, franc de port, à M. Agasse, propriétaire de ce Journal, rue des Poitevins, n° 6. Tous les effets, sans exception, doivent être adressés à son ordre.

Il faut comprendre dans les envois le port des pays où l'on ne peut affranchir. Les lettres des départements, non affranchies, ne seront point retirées de la poste.

Il faut avoir soin, pour plus de sûreté, de charger celles qui renfermeront des valeurs.

Tout ce qui concerne la rédaction doit être adressé au rédacteur, rue des Poitevins, n° 14, depuis neuf heures du matin jusqu'à cinq heures du soir.

A Paris, de l'imprimerie de H. AGASSE, rue des Poitevins, n° 6.